

## CONVENTION 2022 -2023

### CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE L'ADUS ET LA VILLE DE CAUDRY POUR L'ASSISTANCE CONSEIL DANS LE CADRE DU PROGRAMME « PETITES VILLES DE DEMAIN »

#### ENTRE

La ville de Caudry sise en Mairie de Caudry, Place du Général De Gaulle 59540 CAUDRY, représentée par son Maire Monsieur Frédéric BRICOUT, agissant en vertu de la délibération n° ... du Conseil Municipal en date du ...

D'une part,

#### ET

L'Agence de Développement et d'Urbanisme de la Sambre, sise 19 rue de Fleurus – BP 30273 – 59607 MAUBEUGE CEDEX, représentée par son Président, Monsieur Bernard BAUDOUX et désignée dans ce qui suit par le sigle « A.D.U.S. »

D'autre part,

#### PREAMBULE

La présente convention détaille les modalités partenariales de mise en œuvre d'une assistance conseil dans le cadre du projet « Petites Villes de Demain » auquel la commune de CAUDRY est lauréate.

Petites villes de demain vise à améliorer les conditions de vie des habitants des petites communes et des territoires alentours, en accompagnant les collectivités dans des trajectoires dynamiques et respectueuses de l'environnement. Le programme a pour objectif de donner aux élus des villes et leurs intercommunalités de moins de 20 000 habitants exerçant des fonctions de centralités les moyens de concrétiser leurs projets de territoire.

Le programme est conçu pour soutenir 1 000 communes et intercommunalités sur six ans (2020-2026). Ce calibrage est le résultat des travaux de l'ANCT et de l'INRAE qui ont mis en évidence, à l'échelle du territoire national, les communes de moins de 20 000 habitants exerçant des fonctions de centralité sur leur bassin de vie et montrant des signes de vulnérabilité, dont l'approche quantitative a été consolidée par les contributions des Préfets suite à l'instruction datée du 16 octobre 2020.

Au travers de Petites Villes de Demain, l'Etat et les partenaires du programme viennent soutenir et faciliter les dynamiques de transition déjà engagées dans certains territoires.

L'Agence Nationale de Cohésion des Territoires pilote la mise en œuvre de ce programme, au plus près du terrain et des habitants, grâce à ses délégués territoriaux, les préfets de département.

Le programme s'organise autour de 3 piliers :

- Le soutien en ingénierie pour donner aux collectivités les moyens de définir et mettre en œuvre leur projet de territoire, en particulier par la mobilisation des acteurs de l'ingénierie dans chaque territoire, le renforcement des équipes ou encore l'apport d'expertise grâce au financement d'études et de diagnostics, tant sur le plan stratégique que pour des missions d'AMO sur des actions opérationnelles
- L'accès à un réseau, grâce au Club Petites villes de demain, pour favoriser l'innovation, l'échange d'expériences et le partage de bonnes pratiques entre acteurs du programme.
- Des financements sur des mesures thématiques ciblées mobilisées en fonction du projet de territoire et des actions à mettre en place permettant ainsi à l'Etat et à ses partenaires d'apporter une réponse précise à chaque besoin spécifique.

La définition des missions des agences d'urbanisme, organismes de réflexion, d'études et d'accompagnement des politiques publiques, est définie dans l'article L.132-6 du code de l'urbanisme, modifié par la loi n° 2021-1104 du 22 août 2021- Art.205. Les agences d'urbanismes ont notamment pour missions :

- **Le suivi des évolutions urbaines et développement de l'observation territoriale ;**
- La participation à la **définition des politiques d'aménagement et de développement et à l'élaboration des documents d'urbanisme et de planification**, notamment les PLUi et les SCoT ;
- La préparation des **projets de territoires** dans un souci d'approche intégrée et d'harmonisation des politiques publiques ;
- La contribution à la **diffusion des innovations, des démarches et outils du développement territorial durable** et la qualité urbaine et paysagère ;
- L'accompagnement des **coopérations transfrontalières et des coopérations décentralisées** liées aux stratégies urbaines ;
- La contribution à la **mise en place des observatoires de l'habitat et du foncier** prévus au III de l'article L. 302-1 du code de la construction et de l'habitation ;
- Un **apport ponctuel d'ingénierie**, dans le cadre d'un **contrat de projet partenarial d'aménagement ou d'une convention d'opération de revitalisation de territoire**, dans les territoires qui sont situés à proximité du périmètre d'action.

**Espace de débat, de dialogue et de négociation**, les agences permettent la conduite en commun des politiques publiques dans un but d'intérêt général

Le programme partenarial d'activités est élaboré en associant l'ensemble des membres qui peuvent en tirer des résultats.

L'Agence de Développement et d'Urbanisme de la Sambre (ADUS) a défini les orientations du Programme Partenarial d'Activités, parmi lesquelles figurent la contribution de l'ADUS à **l'élaboration des études de définition de stratégies urbaines de revitalisation des centre villes et centres bourgs**. La présente convention s'inscrit dans le Programme Partenarial d'Activités.



## ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de préciser le cadre et les modalités d'intervention de l'ADUS dans le **cadre de la définition et la mise en œuvre de la stratégie urbaine de revitalisation du centre-ville de la commune de Caudry.**

## ARTICLE 2 – DECOMPOSITION DES MISSIONS

**Mission-cadre : Appui en études et ingénierie afin d'accompagner la commune à mettre en place son projet global de revitalisation :**

- Appui à l'écriture de la convention d'adhésion « Petites Villes de Demain »
- Appui à l'écriture de la convention cadre qui vaut « opération de revitalisation du territoire »
- Appui à la définition de la stratégie d'action et de ses déclinaisons opérationnelles

A ce titre, l'agence propose d'accompagner la commune :

- Dans l'écriture du diagnostic et des enjeux de la commune (réflexion centre-ville, articulation des mobilités, place de la voiture en centre-ville)
- Dans la définition de l'ambition stratégique globale,

**Mission 1 : Accompagner la ville dans ses réflexions concernant l'organisation urbaine du centre-ville de la commune.**

- 1- En réalisant un diagnostic de terrain et les études nécessaires
- 2- En réalisant un master plan de l'état des lieux existant
- 3- En proposant plusieurs scénarios prenant en compte les aménagements futurs, la question du commerce, la végétalisation du centre-ville et le déploiement des mobilités actives.
- 4- En soumettant le programme des opérations

**Mission 2 : Accompagner la ville dans la déclinaison du plan d'action**

- 1- Dans le lancement du concours de maîtrise d'œuvre
- 2- Dans l'analyse des offres du marché de maîtrise d'œuvre
- 3- Dans le choix de la procédure du marché de travaux
- 4- Dans la participation à la Commission d'appel d'offres lors de l'attribution du marché de travaux

**De manière transversale, l'ADUS propose une mission d'accompagnement afin d'aider la commune dans la mise en place de ses différentes démarches :**

- 1- Concertation, suivi des études et contribution au bon déroulement de l'avancement des projets
- 2- Aide à la diffusion des futurs projets de la ville auprès des habitants
- 3- A la demande de la ville, l'Agence pourra être présente à certaines réunions de chantier pendant la période des travaux.

## ARTICLE 3 – LES ENGAGEMENTS DES PARTIES

L'ADUS s'engage :

- 1) A garantir la communication à la commune de toute pièce justifiant la réalisation de ses engagements ;
- 2) A mettre en œuvre les moyens nécessaires à la réalisation du programme par l'accompagnement d'un responsable projet, d'un chargé de mission et du chargé d'études SIG.
- 3) A répondre aux demandes ponctuelles de la ville sous un délai de 7 jours ouvrés à compter de la réception de la demande écrite.

La ville de Caudry s'engage à :

- 1) Apporter son aide financière en application de cette convention ;
- 2) Faciliter l'accès à toutes les données et études nécessaires à l'ADUS pour l'exercice de ses missions.
- 3) Formaliser par écrit toute demande ponctuelle en respectant un délai minimum de 7 jours ouvrés pour réception des éléments souhaités.

#### ARTICLE 4 – DUREE DE LA CONVENTION ET MODALITES DE VERSEMENT

La présente convention est conclue pour une durée de 24 mois. Elle prend effet à compter de sa signature.

Cette durée pourra être prolongée par avenant dans lequel seront définis la durée, les modalités de cette prolongation et les éventuelles incidences financières.

Pour l'exécution de la mission définie ci-dessus, le montant forfaitaire est fixé à 30 000 € net de taxes. Pour sa réalisation, la ville accordera une subvention à l'ADUS.

La subvention à allouer à l'ADUS sera versée sous 4 échéances :

- 7 500 € au 30/06/2022
- 7 500 € au 31/12/2022
- 7 500 € au 30/06/2023
- 7 500 € au terme des 2 ans révolus.

**Il est à noter que des prestations complémentaires pourront être sous traitées auprès de cabinets extérieurs et qu'à ce titre, le coût de ces prestations sera facturé à l'Euro près à la ville de Caudry, sans impacter le montant forfaitaire fixé ci-dessus.**

La rémunération à allouer à l'A.D.U.S, fixée ci-dessus, sera réglée au compte ouvert au nom de l'A.D.U.S. au Crédit Mutuel de Maubeuge sous le numéro :

Banque	Guichet	Compte	Clé RIB
15629	02721	00012564740	01

#### ARTICLE 5 – RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect, par l'une ou l'autre des parties, des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.



#### ARTICLE 6 – LITIGE

En cas de litige issu de l'application de la présente convention, la juridiction compétente sera :

Le Tribunal Administratif de Lille

5, rue Geoffroy Saint-Hilaire – CS 62039 – 59014 Lille CEDEX

#### ARTICLE 7 – RESPONSABILITE

Dans le cadre de cette opération, l'A.D.U.S. a un rôle de conseil et de proposition. La ville est seul juge au final.

#### ARTICLE 8 – NON-CESSIBILITE

La présente convention est conclue en considération du rôle exercé par l'agence. En conséquence, seule l'Agence de Développement et d'Urbanisme de la Sambre pourra exécuter les prestations qui lui sont confiées par la présente convention.

#### ARTICLE 9 - CONFIDENTIALITE ET DIFFUSION

Les données utilisées dans le cadre de cette convention (hors données libres) ne pourront pas faire l'objet de communication, de mise à disposition, transmission des fichiers à un tiers, sans l'autorisation expresse et écrite de la partie qui a fourni les données.

Il est à noter que, l'ensemble des productions de l'ADUS sont à disposition de l'ensemble des membres adhérents à l'Agence de Développement et d'Urbanisme de la Sambre.

Lu et approuvé, en date du ....., par les signataires :

Pour la Mairie de CAUDRY

Son Maire

Monsieur Frédéric BRICOUT

Pour l'A.D.U.S.

Son Président

Monsieur Bernard BAUDOUX